

## Option compétence

Quand on prend conscience qu'il y a au Québec près d'un million d'analphabètes – 19 % de la population –, quand on sait qu'entre 1990 et 1996, 299 000 emplois occupés par des personnes n'ayant pas complété d'études post-secondaires ont disparu au profit de 351 000 nouveaux postes offerts à des diplômés des niveaux collégial et universitaire (selon une étude du MEQ), quand on mesure la complexification des activités professionnelles découlant de la révolution informatique et les bouleversements économiques créés par la mondialisation, on n'a aucun mal à percevoir que pour les travailleurs et les travailleuses peu scolarisés la survie passe par l'acquisition de nouvelles compétences.

L'expérience a démontré que dans leur cas un retour sur les bancs d'école est souvent voué à l'échec, tandis qu'un enseignement offert en milieu de travail s'avère plus efficace, surtout lorsqu'un processus de reconnaissance transforme ces acquis en crédits menant à l'obtention d'un diplôme. Pour sensibiliser les PME et les documenter sur les programmes de formation sur mesure en entreprise offerts par les professionnels des secteurs privés et publics, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation a créé le Centre Option-compétences. Ce dernier a également le mandat d'organiser les colloques de la fondation (voir ci-contre). — D.S.

## 8 SEPTEMBRE JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

Un Québécois sur cinq est un analphabète fonctionnel. Ce n'est pas une statistique dépassée.

Inquiète du constat que l'analphabétisme progresse, pendant que paradoxalement le niveau d'instruction atteint un sommet, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation a demandé l'avis de 19 grands penseurs et visionnaires. Les actes des deux derniers colloques qui les a réunis nous livrent leurs analyses et répondent à des questions fondamentales. La mémoire de l'essor social engendré par l'éducation publique depuis 150 ans se serait-elle perdue ? En quoi les démissions de la démocratie et l'hégémonie de l'économie sont-elles responsables du recul de l'alphabétisation ? Il ressort de la lecture de leurs textes que le projet collectif d'une éducation pour tous ne va plus de soi. D'un côté, la technologie explose, créant chaque jour de nouveaux analphabètes

fonctionnels, démunis face aux exigences du travail. De l'autre, la richesse s'accumule dans quelques mains dont plusieurs sont à ce point préoccupées de profits, qu'elles cherchent à fuir les pays où la fiscalité et les normes du travail leur font obstacle, pour s'installer dans ces paradis riches en capital humain non spécialisé, donc peu scolarisé, et sous-payé. Ainsi, l'écart ne cesse de grandir entre une main-d'œuvre maintenue dans l'ignorance ou au chômage, et son élite gestionnaire. L'éminent John Saul en rend responsable l'esprit corporatiste, tandis que Mehran Ebrahimi dénonce la complicité des multinationales et des systèmes démocratiques, pour détourner le savoir de son fondement et le transformer en « force économique ». De son côté, Emmanuel Todd y voit le triomphe du matérialisme marxiste et déplore le déclassement de l'éducatif et du culturel comme moteurs de notre histoire. Il conclut par cette mise en garde : « L'on cherche la source du progrès là où elle n'est pas, dans la pure technologie ou l'optimisation de la rentabilité financière ». — D.S.

Mehran EBRAHIMI (dir.) *La mondialisation de l'ignorance*, Isabelle Quentin, 158 p., 24,95 \$ ; *Éducation et démocratie*, Isabelle Quentin, 145 p., 24,95 \$ ; à paraître en septembre : *Les Actes du colloque 2001*.



MARCEL SÉVIGNY

## Trente ans de politique municipale

Plaidoyer pour une citoyenneté active

Militant des luttes urbaines depuis près de 30 ans Marcel Sévigny est conseiller municipal du quartier Pointe Saint-Charles, à Montréal, depuis 1986. Constamment en lien avec les organismes communautaires, il poursuit son engagement afin que les communautés locales s'approprient le contrôle de leur milieu de vie. Sévigny retrace dans ce livre la démarche collective d'un mouvement de quartier vers l'autogestion et analyse les enjeux du développement urbain. Il croit qu'il faut agir localement pour élaborer un projet collectif de développement. En découle la nécessité de rompre avec la démocratie représentative traditionnelle et avec la dépendance aux institutions étatiques, pour faire éclater notre imaginaire et réinventer nos institutions politiques afin qu'émerge une société libre, émancipée.



écosociété

À CONTRE-COURANT

288 pages • 22,00 \$ • ISBN 2-921561-55-7 • DIFFUSION : DIMÉDIA

Case postale 32052, comptoir Saint-André, Montréal (Québec) H2L 4Y5  
Telephone: (514) 521-0913; télécopieur: (514) 521-1283; courriel: ecosoc@cam.org; toile: www.ecosociete.org